

M. Hamilton a décidé de se servir de cette publication pour exposer les vues du gouvernement sur l'agriculture. Il a fait ses débuts comme courriériste dans le dernier numéro, parlant de la question fort controversée de permettre aux meuneries de provende d'acheter directement les céréales des producteurs sans obtenir au préalable des contingents de livraison de la Commission canadienne du blé.

L'article, surmonté de sa photo est intitulé: «Le ministre fait rapport».

Les fonctionnaires de la Division de l'information ont été avisés que le ministre se propose de leur fournir, au début, un article semblable, chaque mois, et qu'il se peut qu'il en envoie bientôt deux par mois pour s'assurer de paraître dans tous les numéros. Son premier article remplit le sixième de l'espace du dernier numéro.

C'est faire nettement l'apologie de la position que le gouvernement a adoptée dans la controverse concernant les meuneries de provende, et réfuter les avancés de ceux qui ont critiqué son attitude.

Les gens de l'entourage de M. Hamilton disent que l'utilisation de ce qui n'était qu'un moyen d'information du ministère n'est qu'un premier pas du ministre en vue de devenir «le ministre de l'Agriculture le plus politique que le Canada ait jamais eu», suivant les paroles mêmes du ministre.

L'un de ses premiers gestes lorsqu'il a assumé son poste a été de monter dans son bureau un «classeur politique», chose qui n'existait pas sous l'ancien ministre Doug Harkness, maintenant ministre de la Défense nationale.

M. Hamilton projette évidemment de passer beaucoup plus de temps sur la route à convaincre les agriculteurs que la situation n'a jamais été meilleure pour eux qu'à Ottawa même à diriger son ministère. Il a déjà fait une douzaine de grands exposés de principes.

On comprend facilement cette insistance sur les aspects politiques de l'agriculture. Les tories ont présentement une forte emprise sur les Prairies...

Eh bien, je pense que certains d'entre nous en doutent.

...et ils veulent la conserver pour les prochaines élections fédérales.

Je passe maintenant à la *Free Press* de Winnipeg, du 18 février, et à un article de M. Victor Mackie, membre respecté de la tribune des journalistes. Journaliste exceptionnellement bien renseigné, il semble capable d'obtenir d'avance des renseignements sur les rapports des commissions royales d'enquête.

Voici ce qu'il dit:

Le ministre de l'Agriculture, M. Hamilton, veut organiser pour son ministère un service d'information et de relations extérieures efficace, agressif et considérable. Il veut plus de publicité pour sa politique.

Il a retenu par contrat, pour six mois, les services d'un éditorialiste du *Telegram* de Toronto, M. Harry Halliwell, qui aura la tâche de réorganiser les services de publicité du ministère de l'Agriculture.

Nous reconnaissons tous, naturellement, que le *Telegram* de Toronto est un important journal agricole dans une région agricole du pays et nul doute que cette tâche convient à l'un de ses éditorialistes. Je poursuis:

M. Halliwell a obtenu congé de son journal.

[L'hon. M. Pickersgill.]

Cela ne saurait étonner quiconque est au courant des relations très étroites et non purement agricoles qui existent entre le journal et le gouvernement.

**M. Jones:** M. Halliwell a également écrit pour le *Star Phoenix*, de Saskatoon.

**L'hon. M. Pickersgill:** Il a peut-être écrit pour le *Star Phoenix*, de Saskatoon...

**M. Jones:** Il écrivait des éditoriaux.

**L'hon. M. Pickersgill:** Il écrivait peut-être des éditoriaux, mais je ne vois pas en quoi cela le rend nécessairement un spécialiste de la publicité du ministère de l'Agriculture; pas plus du reste que le fait d'écrire dans le *Telegram*, de Toronto. Je poursuis la citation:

En outre, donnant suite à la proposition du ministre, la Commission canadienne du blé a engagé M. Ralph Hedlin, journaliste indépendant de Winnipeg, en prévoyant dans son contrat qu'il consacrerait une partie de son temps aux relations extérieures de la Commission.

Je parlerai maintenant au *Banner*, de Russell, publié dans cette localité, au Manitoba, province toute proche de celle où vit le ministre. Je devrais, peut-être rectifier une affirmation du député de Burnaby-Coquitlam qui était, à mon avis, erronée. Il me semble, en effet, que le ministre, pas plus que moi, n'est né en Saskatchewan. Si je ne me trompe, il est né dans la petite collectivité agricole de Kenora, en Ontario.

**M. Regier:** Je l'y ai vu en 1938.

**L'hon. M. Pickersgill:** Il a vécu longtemps en Saskatchewan, tout comme d'autres, qui n'étaient cependant pas nés dans les Prairies de l'Ouest. Le journal de Russell que j'ai mentionné, c'est-à-dire le *Banner*, publiait, dans son numéro du 23 février dernier, un article intitulé: «On nous vend M. Hamilton». Je suppose qu'il ne s'agit pas réellement de réintroduire l'esclavage. Le mot «vendre» a plutôt le sens que lui donne, de nos jours, l'avenue Madison, et non celui qui avait cours dans l'ancien marché aux esclaves de la Louisiane. Voici le passage en question:

Si le ministre fédéral de l'Agriculture se donnait autant de peine pour vendre nos produits agricoles, qu'il en prend pour faire mousser la propagande de M. Hamilton, les excédents disparaîtraient bientôt. Comme s'il n'obtenait pas encore assez de bulletins de presse des divers services de l'État, M. Hamilton a engagé un éditorialiste chargé d'établir un service de relations extérieures et de renseignements aussi compétent qu'étendu et destiné à forcer la main au public. Et nous, les journalistes, nous en ressentons déjà les conséquences. En effet, il n'y a guère de courrier qui ne contienne un ou deux bulletins émanant de ce service de renseignement, bulletins qui renferment le texte d'un discours du ministre. Tous commencent par la phrase stéréotypée: «M. Alvin Hamilton, ministre de l'Agriculture, a déclaré aujourd'hui». Il faudrait un journal assez épais pour reproduire tous ces